

Discours de politique générale du Premier ministre Yoshihiko NODA à l'occasion de la 181ème session de la Diète.

Le 29 octobre 2012

1. Préambule : La sérénité pour l'avenir et les responsabilités envers l'avenir

A l'occasion de l'ouverture de la 181ème session de la Diète, permettez-moi de prononcer la déclaration de politique générale de ce gouvernement.

Voilà un peu plus d'un an que j'ai pris mes fonctions de Premier ministre. Pendant cette période, j'ai été frappé par le sentiment de crise, d'inquiétude qui règne quant à l'avenir de ce pays. J'ai le sentiment d'avoir une mission à Assumer sans plus tarder.

Les défis de taille engendrés par le Grand Séisme de l'Est du Japon. Les fardeaux plus anciens qui pèsent sur notre pays. Si nous ne faisons rien, les racines du mal ne pourront plus être éradiquées d'ici 5 ou 10 ans. Nous n'avons pas le temps de nous arrêter.

Les zones sinistrées en reconstruction connaîtront bientôt un deuxième hiver difficile. Le combat à la centrale nucléaire de Fukushima Dai-ichi continue. Nos politiques énergétique et environnementale doivent être revues suite à l'accident. La situation économique et le contexte sécuritaire de notre pays sont de plus en plus incertains. Enfin, nous devons faire face à une société vieillissante, comme jamais auparavant. Tous ces problèmes, liés entre eux de façon complexe, assombrissent l'avenir de notre pays.

Lors de la dernière session de la Diète, j'ai promis de mettre fin à la « politique qui ne peut pas décider », qui multiplie les retards et les reports, et d'instaurer la « politique qui prend des décisions ». Prendre des décisions, oui, mais pour quoi faire ? L'heure est venue d'identifier le point de départ.

Demain sera meilleur qu'aujourd'hui, à n'en pas douter. Je souhaite fonder une société où chaque citoyen japonais qui est né au Japon et qui se bat maintenant de toutes ses forces puisse avoir cette conviction. Je souhaite que chacun, et ce sans discrimination d'âge, de sexe, de handicap ou de lieu d'habitation, puisse trouver sa place et son rôle dans la société, afin de profiter pleinement de son unique vie sur cette Terre. Je souhaite que nos enfants, nos régions, nos travailleurs retrouvent leur vitalité.

Je souhaite créer la « sérénité pour l'avenir ». Je protégerai l'emploi, effacerai les inégalités, afin de retrouver une société équitable, soutenue par une classe moyenne importante. Je souhaite établir une politique énergétique et environnementale sûre qui ne dépendra pas du nucléaire.

Je souhaite Assumer nos « responsabilités envers l'avenir ». Je souhaite que la génération d'aujourd'hui assume sa responsabilité vis-à-vis de ses enfants, petits-enfants, et des futures générations que nous ne connaissons pas encore.

La « politique qui prend des décisions » doit exister pour offrir à notre génération une « sérénité pour l'avenir » et afin que nous puissions Assumer nos « responsabilités envers l'avenir » vis-à-vis de ceux qui vivront dans le futur.

Lors de la dernière session de la Diète, nous avons adopté une loi pour la Réforme globale de la protection sociale et de la fiscalité. Ce fut un résultat historique tout à fait dans l'esprit de la « politique qui prend des décisions ». Cette décision a marqué le premier grand pas vers le retour à une société chaleureuse et sa transmission aux générations futures.

Il nous reste cependant beaucoup de devoirs à faire. Nous ne pouvons pas nous arrêter en chemin si nous souhaitons Assumer nos « responsabilités envers l'avenir ».

Nous ne pouvons pas éternellement répéter une politique où des mesures qui doivent être prises, et ce par qui que ce soit, sont inutilement liées à des manœuvres politiques et où une énergie incommensurable est dépensée dans une lutte pour le pouvoir. Une telle situation, qui crée un vide politique et paralyse le processus décisionnel, ne devrait pas exister.

Mesdames et Messieurs les parlementaires, vous qui représentez tous les citoyens japonais, y compris ceux de la prochaine génération, je vous invite à mener à bien la mission qui nous attend. Nous avons, au terme de la dernière session, effectué le premier pas vers l'objectif d'Assumer pleinement nos « responsabilités envers l'avenir ». Je vous invite désormais à faire avec détermination le pas suivant durant cette nouvelle session.

2. Les défis à surmonter pour Assumer nos « responsabilités envers l'avenir »

Première responsabilité envers l'avenir : définir le chemin de la reprise économique.

Assumer nos « responsabilités envers l'avenir ». Cela signifie sortir de la déflation et du yen fort, sources de nombreuses inquiétudes. Cela consiste aussi à libérer le potentiel de l'économie japonaise, et à retrouver notre confiance en l'avenir.

Aujourd'hui, le plus grand défi de mon gouvernement est de tracer le chemin de la reprise économique du Japon, afin de rassurer les Japonais sur leurs emplois et leur vie quotidienne.

Entre les répercussions de la crise de la dette européenne et le ralentissement de l'activité économique des pays émergents, l'avenir de l'économie mondiale est loin d'être certain. De même, les fondements de l'économie du Japon, qui connaît notamment un déficit commercial sans précédent, sont de plus en plus menacés.

Le ralentissement de l'économie japonaise n'affecte pas seulement l'emploi et la vie quotidienne; il risque aussi de saper l'élan des réformes pour

l'avenir. Des mesures économiques sans interruption constituent aussi un investissement pour demain qui permet des réformes.

Depuis mon entrée en fonction en tant que Premier ministre, j'ai pu rencontrer aux quatre coins du Japon des pionniers qui défient l'avenir, des personnalités formidables qui forment les piliers qui soutiennent l'économie locale. C'est en me rappelant leurs sourires confiants que je me suis convaincu du potentiel de notre pays.

Ce maître artisan des temps modernes qui, dans son petit atelier du quartier d'Ôta à Tokyo, effectue facilement des découpes à la main avec une précision d'un micron. Ces jeunes agriculteurs du département de Gunma qui créent l'avenir de leur région et redynamisent leur secteur en nouant des liens étroits avec leurs consommateurs. Ces entrepreneurs d'Okinawa qui se sont fixés comme mission d'incarner l'esprit local du «*Bankoku shinryô*» (« créer un pont vers le monde extérieur ») en développant des logiciels pour le monde entier. Enfin, le professeur Shinya Yamanaka, qui, malgré une succession de revers, et avec un esprit de reconnaissance et un sens de la responsabilité, a su repousser les frontières de la connaissance humaine. Ces personnes ne sont que quelques exemples du potentiel de nous, les Japonais.

Le premier moteur de la reprise économique se trouve dans la « Stratégie pour la renaissance du Japon ». Celle-ci vise à créer une croissance forte par la force de l'innovation. Elle constitue également un message d'encouragement pour ceux et celles qui se battent pour un avenir meilleur dans les régions où l'économie locale a été durement touchée. Afin de s'assurer que la voie définie par la Stratégie soit suivie au plus près, nous concentrerons nos efforts sur la formation des futurs architectes de la renaissance du pays et sur la promotion de l'innovation. Nous investirons en priorité les ressources politiques du pays en faveur d'une meilleure utilisation des PME, ainsi que dans les trois secteurs prioritaires ; « l'écologie », « le bien-être » et « l'agriculture, les forêts et la pêche ».

En prévision de la mise en œuvre de cette stratégie, j'ai déjà ordonné l'élaboration d'une série de nouvelles mesures économiques, dont le premier volet vient d'être finalisé. Il y aura la « révolution des énergies vertes », qui sera le moteur de la croissance de demain, la promotion de la médecine régénérative, qui apportera une lueur d'espoir à toutes les personnes en attente d'un traitement révolutionnaire et enfin la transition des secteurs agricole, forestiers et de la pêche vers un secteur « sénaire » (*NDT -la somme des secteurs primaire, secondaire et tertiaire*) dans lequel des jeunes passionnés seront encouragés à prendre des initiatives. Ces mesures économiques que nous sommes en train de prendre maintenant nous permettront d'effectuer encore plus rapidement notre investissement dans l'avenir. En outre, le gouvernement envisage de coopérer encore plus étroitement avec la Banque du Japon, responsable de la politique monétaire du pays.

Les politiques énergétiques et environnementales, qui sous-tendent à la fois l'économie et la vie des citoyens, doivent être repensées en fonction des réalités du Japon de l'après-séisme.

L'accident de la centrale nucléaire de Fukushima Dai-ichi nous a amené à remettre en question d'innombrables façons la politique énergétique que nous avons menée jusqu'à présent. Une position consiste à dire qu'il faut continuer le développement du nucléaire comme si l'accident n'avait jamais eu lieu; une autre, qu'il faut sortir du nucléaire immédiatement, et ce sans se préoccuper de l'impact que cela aurait sur la vie de chacun. Ni l'une ni l'autre de ces solutions ne nous permettra d'assumer notre responsabilité envers l'avenir.

Désormais, la politique énergétique et environnementale du Japon trouvera son fondement dans la « Stratégie innovante pour l'énergie et l'environnement », un plan d'action visant l'arrêt de toutes les centrales nucléaires d'ici les années 2030 grâce à une mobilisation de toutes les ressources politiques à notre disposition. Cette stratégie sera mise en œuvre tout en respectant nos engagements envers les collectivités locales et en menant des discussions responsables avec la communauté internationale. Elle restera flexible et sera l'objet d'examen et d'ajustements continus afin d'éviter tout bouleversement majeur dans le quotidien des Japonais.

Changer notre politique de promotion de l'énergie nucléaire, qui remonte à l'après-guerre, ne sera pas chose facile. Plutôt que de fuir, de détourner les yeux ou d'abandonner face à la difficulté, nous devons relever ce défi avec détermination et nous devons transformer notre politique énergétique de fond en comble afin de mettre en place une société qui ne dépend pas du nucléaire.

Derrière ce défi se cache le deuxième moteur de la reprise économique du Japon. En instaurant une société à basse consommation d'énergie et en promouvant les énergies renouvelables, nous ne contribuerons pas seulement à accélérer la mise en œuvre d'une société non tributaire de l'énergie nucléaire, nous redonnerons aussi du souffle à l'économie du pays. A cette fin, les citoyens devront jouer un rôle central. Nous formulerons avant la fin de cette année un « Cadre politique pour le développement vert », mettrons en œuvre de nouvelles mesures économiques et donnerons le coup d'envoi de la « révolution des énergies vertes » qui partira du Japon et s'étendra dans le monde entier. Nous engagerons également le renforcement et la stabilisation du réseau électrique, indispensables au déploiement des énergies renouvelables. Ensemble, et avec l'aide de tout le Japon, menons à bien cette révolution !

En observant le cours de l'histoire du monde, on constate que la prospérité du Japon, un pays commerçant, tient avant tout à une diplomatie économique prudente. La diplomatie économique du Japon définit sa place dans le monde sur le moyen et long terme. Elle sera aussi le troisième moteur de la reprise économique.

Les Assemblées annuelles du Fonds Monétaire International et du Groupe de la Banque Mondiale, tenues à Tokyo pour la première fois depuis près de 50 ans, ont une nouvelle fois fourni l'occasion de confirmer que le Japon doit son succès à sa coopération avec le reste du monde. Le plus important pour un pays commerçant est de savoir s'adapter aux changements de son environnement. Le Japon va-t-il suivre le chemin du déclin, devenir un pays insulaire et vieillissant relégué dans un coin de l'Asie ? Ou va-t-il devenir un pays ouvert et dynamique, menant la construction du nouvel ordre de prospérité du XXI^e siècle en tant que

noyau dur de la région Asie-Pacifique, elle-même au cœur du développement économique mondial ? Si nous n'empruntons pas la deuxième voie, nous ne pourrions pas Assumer nos responsabilités envers l'avenir.

La création d'une zone de libre-échange de l'Asie-Pacifique (FTAAP) est un objectif partagé à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Le Japon continuera de promouvoir la coopération économique à haut niveau et dirigera l'élaboration de nouvelles règles qui renforceront les relations mutuellement bénéfiques de la région et favoriseront la création de richesses par le libre-échange et l'investissement. Dans l'optique de servir nos intérêts nationaux, et en protégeant les secteurs qui en ont le plus besoin, nous encouragerons à la fois la mise en œuvre du Partenariat transpacifique (TPP), de l'Accord de libre échange Japon-Chine-Corée, et du Partenariat économique global de l'Asie de l'Est (RCEP). Parallèlement, nous poursuivrons les négociations sur l'APE Japon-Australie et viserons à engager dès que possible les négociations sur l'APE entre le Japon et l'Union européenne.

En outre, nous continuerons de soutenir fermement le développement autonome d'Okinawa, qui, en tant que « porte d'entrée » de la région Asie-Pacifique, recèle un potentiel économique considérable.

Enfin, dans le cadre du renouvellement de nos politiques énergétiques et environnementales, nous souhaitons développer nos efforts diplomatiques et renforcer nos liens avec les pays riches en ressources, afin de pouvoir garantir sûrement de notre sécurité énergétique.

Deuxième devoir envers l'avenir : s'assurer de la continuité de la reconstruction des zones sinistrées et de la renaissance de Fukushima.

Assumer « nos responsabilités envers l'avenir », c'est aussi ne pas perdre un seul instant pour aider les zones sinistrées à surmonter l'épreuve du séisme, et faire avancer la reconstruction à grands pas.

Plus d'un an et demi s'est écoulé depuis le grand séisme. Grâce à l'esprit inébranlable de Japonais amoureux de leur ville, de nombreux progrès ont été accomplis pour redonner vie aux régions sinistrées. Mais il est vrai aussi que les actions du gouvernement ont parfois été insuffisantes ou n'ont pas toujours atteint le but escompté. Je me suis rendu à de nombreuses reprises dans les zones sinistrées où j'ai pu entendre les appels poignants des personnes relogées dans les abris temporaires. En réponse à leurs demandes, nous avons fait en sorte que chaque foyer soit doté du nécessaire pour surmonter l'hiver grâce à des mesures anti-froid, comme l'installation de chauffe-eau spéciaux pour le bain. Pour répondre à ceux qui s'inquiètent de perdre leur logement, nous avons non seulement prolongé le bail des abris temporaires, initialement fixé à deux ans, mais avons aussi engagé l'aménagement de logements publics pour accueillir les sinistrés, ainsi que la réinstallation d'habitations vers des terrains surélevés. Enfin, nous venons de décider l'utilisation souple de fonds de réserve pour répondre à la demande très forte des régions sinistrées, y compris un élargissement des subventions pour les groupements de PME.

L'Agence pour la reconstruction fera office de « tour de contrôle », en réévaluant les différentes stratégies, créant des « zones spéciales de reconstruction », et en apportant une aide humaine et financière. Aux côtés d'entreprises et d'ONG, le gouvernement tout entier se mobilisera pour soutenir les efforts des citoyens et des collectivités locales qui se battent pour enlever les décombres et redonner une nouvelle vie à leurs communes.

Il y a eu différentes critiques concernant l'allocation du budget pour la reconstruction. Il est de notre devoir de tendre l'oreille à ceux et celles qui souhaitent que ces fonds soient utilisés en priorité pour la reconstruction des zones sinistrées. Nous veillerons à ce que le budget soit distribué là où il y a un réel besoin, et tâcherons de contrôler avec vigilance ses autres utilisations.

Notre combat pour surmonter l'accident nucléaire se poursuit encore. Je me suis rendu récemment à la centrale n°1 de Fukushima Daiichi et j'ai vu les murs couverts de messages de soutien et de remerciements provenant de tout le Japon aux employés du site qui continuent à mener des opérations difficiles. Afin d'accompagner la population locale qui s'efforce sans relâche de contrer les retombées négatives des rumeurs, des initiatives visant à favoriser la consommation des produits locaux se développent. La volonté inébranlable de ces personnes aimant Fukushima et luttant pour sa renaissance, rencontre ainsi la bienveillance de l'ensemble de la population japonaise et se font mutuellement écho.

Il n'y aura pas de renaissance du Japon sans renaissance de Fukushima. Cette profonde détermination partagée par l'ensemble du gouvernement demeure intacte. Les soutiens et les encouragements tant au niveau national qu'international continuent à nous être adressés. Tout en poursuivant avec constance les opérations visant à démanteler le réacteur accidenté, nous mettons en œuvre toutes les mesures politiques nécessaires - dont l'utilisation du budget complémentaire venant renforcer l'enveloppe des subventions accordées aux entreprises s'implantant dans la région de Fukushima - afin de concrétiser notre projet de renaissance de Fukushima : décontamination des sites, dédommagement des victimes, restauration des infrastructures ou encore reconstruction de l'industrie.

Ce grand désastre a également constitué un avertissement pour réévaluer notre politique nationale de prévention des catastrophes. Exploiter les leçons que nous avons tirées afin de nous prémunir contre les risques d'un séisme géant dans la fosse océanique de Nankai ou un séisme dont Tokyo serait l'épicentre, telle est la responsabilité qui nous incombe envers l'avenir. Nous devons en permanence nous prémunir de façon systématique, non seulement contre les grandes catastrophes naturelles, mais aussi contre tout événement susceptible de menacer l'existence et le patrimoine de notre peuple, comme le terrorisme ou les cyberattaques.

Troisième responsabilité envers l'avenir : consolider les fondements de la sérénité de la vie quotidienne des citoyens

Assumer notre responsabilité envers l'avenir consiste également à lever dans la mesure du possible les inquiétudes que chacun ressent face à son avenir.

Nombre de jeunes ne peuvent avoir d'espoir pour l'avenir. Au lieu d'éprouver de la joie à élever les acteurs de demain que sont nos enfants, certains parents sont écrasés par leurs responsabilités. Des gens souffrent de précarité ou de solitude ou sont sur le point d'y basculer, vivent au jour le jour sans pouvoir se projeter sur le lendemain, des enfants vivent dans la peur des brimades à l'école.

L'ensemble de la société devra leur tendre la main sans fermer les yeux sur cette réalité. Nous chercherons à favoriser un environnement sécurisant en termes d'emploi, à travers la redynamisation de l'ensemble de l'économie et la suppression des déséquilibres, afin que le plus grand nombre de personnes puissent se sentir rattachées à la société à travers leur travail. Nous nous efforcerons d'aménager un environnement propice à l'ancrage dans la société d'un « nouvel espace public » qui pourra apporter la chaleur d'une communauté, là où les administrations classiques ne peuvent intervenir.

L'inquiétude du peuple face à l'avenir résulte des incertitudes persistantes quant à l'avenir du système de protection sociale : retraite, assurance maladie ou dépendance.

Nous avons d'ores et déjà montré une nouvelle voie à travers un renforcement sans précédent des allocations familiales et d'aide à l'enfance sur le fondement du principe du « Children first », la primauté à l'enfant.

Nous devons nous appuyer sur l'engagement pris par l'ensemble des partis politiques à travers l'accord tripartite PDJ-PLD-Kômeitô pour poursuivre le débat autour des enjeux qui restent à surmonter dans le système de protection sociale. J'appelle à la mise en place sans délai d'un « Congrès national » qui permettra de définir le futur système de retraite ou de soins aux personnes âgées, conforme à ce qu'il devrait être, afin d'afficher ensemble notre confiance inébranlable en l'avenir de notre protection sociale.

Tout en comprenant la nécessité d'augmenter le taux de la TVA, nombreux sont ceux qui expriment leur crainte quant à son impact sur la vie de tous les jours. Nous mettrons en œuvre des mesures concrètes destinées aux ménages à faibles revenus ainsi que des mesures visant à faire face à l'augmentation des prix. Nous travaillons également à l'instauration du dispositif « My number », système de numéro d'identification individuel, qui constituera le fondement d'une protection sociale et d'une fiscalité s'adaptant aux situations particulières de chacun. Par ailleurs, nous devons également utiliser le levier fiscal pour corriger les inégalités, en introduisant notamment une plus grande progressivité des impôts sur le revenu et des droits de succession. Je vous invite à montrer l'exemple et lever les derniers obstacles à la réforme globale de la protection sociale et de la fiscalité, en faisant notamment approuver au plus vite les lois afférentes et qui sont en attente d'adoption.

Quatrième responsabilité envers l'avenir : maintenir la fierté nationale et contribuer activement à la paix et à la stabilité

Assumer notre responsabilité envers l'avenir. C'est maintenir la fierté nationale et contribuer activement à la paix et à la stabilité dans la région Asie-Pacifique. Indéniablement, le climat de sécurité entourant notre pays comporte des défis sans précédent. Les incidents relatifs à la souveraineté territoriale se multiplient. Nous assumerons avec détermination la responsabilité incombant à tout Etat, à savoir, garantir, en conformité avec le droit international, la paix et la sécurité du pays et défendre nos terres et eaux territoriales. J'ai d'ailleurs clairement affirmé la position de notre pays à l'occasion de la dernière Assemblée générale des Nations Unies. Tout en respectant le pacifisme, principe fondamental de sa Constitution, le Japon continuera ses efforts pour faire comprendre à la communauté internationale sa position tout en renforçant son dispositif de surveillance des zones maritimes au large du pays.

Dans le même temps, les échanges transfrontaliers entre les hommes connaissent un essor sans précédent. Tisser des liens de confiance durables avec les pays voisins, à commencer par la Chine, la Corée du Sud et la Russie, dans une perspective globale, permet au Japon et à la région de jouir de la paix et de la prospérité. C'est l'une des missions importantes qu'un Etat se doit d'assumer.

L'alliance nippo-américaine reste la pierre angulaire de cette politique. Ce socle devra être renforcé. Dans ce contexte, l'incident impardonnable qui s'est produit récemment à Okinawa et qui a profondément blessé le peuple japonais, en particulier les habitants d'Okinawa, ne doit pas se reproduire. Je réitère mon serment de prendre toutes les mesures pour éviter qu'un tel incident ne se reproduise et pour alléger les charges supportées par Okinawa, notamment en transférant la base aérienne de Futenma.

S'agissant de nos relations avec la Corée du Nord, nous procédons à des ajustements en vue d'assurer la reprise des discussions entre les gouvernements, restées au point mort depuis 4 ans. En conformité avec la déclaration de Pyongyang, nous résoudrons les questions relatives aux enlèvements, au nucléaire et aux missiles et défendrons notre objectif de normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays en tirant un trait sur un passé douloureux, tout en nous efforçant de résoudre définitivement le problème des enlèvements.

Comme je l'avais indiqué lors de la précédente session parlementaire, je ne ménagerai pas mes efforts pour renforcer les relations de confiance entre les chefs d'Etat et de gouvernement afin de développer les liens d'amitié et des partenariats bénéfiques à tous avec l'ensemble des pays voisins.

Cinquième responsabilité envers l'avenir : restaurer la confiance à l'égard de la politique et de l'administration.

Assumer notre responsabilité envers l'avenir. Cela consiste à retrouver la confiance du peuple à l'égard de la politique et de l'administration.

Nous ne pouvons plus nous permettre de repousser la réforme du système électoral, s'agissant en particulier des mesures destinées à corriger les écarts de population entre les circonscriptions, considérées comme contraires à la Constitution par la Cour Suprême, et à réduire le nombre de sièges de la Chambre des Représentants. Je suis déterminé à trouver une solution au cours de la présente session parlementaire.

Aucun gouvernement quel qu'il soit ne peut gérer les finances publiques aujourd'hui sans émissions d'obligations pour financer sa dette publique. Certaines dépenses budgétaires ont déjà dû être différées au niveau des collectivités locales et faute d'actions, les services administratifs qui font partie de notre quotidien seront perturbés, ce qui pèsera sur la vie des Japonais et entravera la reprise économique.

Sous la contrainte d'un « Parlement sans majorité », allons-nous retourner à nos querelles politiciennes stériles? Ou serons-nous au contraire capables de confronter de façon constructive les projets politiques et tirer les conclusions sur les véritables enjeux? Le projet de loi sur des émissions spéciales d'obligations publiques sera l'élément déterminant à cet égard. Ce projet de loi devra être adopté sans délai et j'exhorte l'ensemble des partis, de la majorité comme de l'opposition, à mener des discussions franches visant à élaborer un projet qui contribuera au financement des dépenses prévues dans le budget. Cessons cette mauvaise habitude consistant à utiliser un projet de loi comme un outil de tractations politiques.

La réforme de l'administration devra également être poursuivie. Selon le gouvernement constitué autour du PDJ, la première étape d'une telle réforme est la réforme relative à la décentralisation. Tout en prenant en considération les avis des parties prenantes, nous poursuivrons la mise en œuvre de mesures telles que la révision de la répartition des compétences administratives entre le gouvernement central et les collectivités locales, la suppression de principe des agences gouvernementales régionales. Nous ne cesserons de promouvoir la réforme des autorités administratives indépendantes et des comptes spéciaux, la limitation du coût total des dépenses de personnel des fonctionnaires d'Etat, la réforme de la fonction publique, tout en cherchant à réduire les inégalités des retraites entre secteur public et privé. Tout en préparant l'opération de cession par l'Etat de sa participation dans la Nihon Yûsei (Poste du Japon) qui contribuera à alléger la charge des contribuables japonais en vue de la reconstruction, nous poursuivrons sans relâche la réforme des activités de la Poste. Celle-ci s'articule autour d'une gestion intégrée des trois branches d'activités de la Poste et de l'obligation pour cette dernière de proposer un service universel.

3. Conclusion : détermination à Assumer « nos responsabilités envers l'avenir » avec humilité

Nous avons tous 1024 ancêtres si nous remontons sur dix générations. A notre naissance, nous avons tous reçu le relais transmis par nos ancêtres au cours de notre longue histoire. Nos ancêtres se sont toujours souciés des

générations futures, que ce soit par temps de guerres ou de famines, lors des bouleversements de l'ère Meiji, ou même lorsqu'ils étaient face aux décombres de l'après-guerre. Notre paix et notre prospérité ont été instaurées à la sueur du front de nos ancêtres qui n'ont cessé d'investir dans l'avenir du pays.

Quel héritage pouvons-nous laisser à nos enfants et petits-enfants, à ceux qui ne sont pas encore nés et qui vivront dans ce pays dix générations après nous ?

La tombée du jour. Cet instant précis où, émerveillés par la beauté du soleil couchant, remplis d'un sentiment d'accomplissement après une journée de travail, nous nous sentons envahis par cette énergie qui nous incite à continuer à vivre nos lendemains. Puissent les Japonais rester travailleurs et toujours capables dans 10 ans, dans 100 ans, de faire preuve d'un tel émerveillement sincère face à la beauté du soleil couchant. Je souhaite transmettre aux générations futures une société chaleureuse et un pays où règnent la paix et la prospérité.

Nous voyons s'accumuler devant nos yeux des problèmes complexes et ardues qui divisent le pays. L'avenir semble tellement incertain et la sensation d'impasse si présente qu'il serait tentant de s'en tenir à une solution simpliste et facile à comprendre. Mais « une argumentation extrémiste » ne peut aboutir à une véritable solution.

Démêler un à un chaque fil formant un nœud complexe, faire preuve d'intégrité aussi bien vis-à-vis du présent que de l'avenir, ne pas faire l'économie de discussions pour trouver la voie à suivre. Avancer pas à pas avec ténacité et détermination sur ce chemin que nous avons tracé ensemble. Cette voie qui nous permettra d'Assumer nos responsabilités envers l'avenir, nous ne pourrons la trouver qu'en surmontant nos oppositions de vue ou d'intérêts et en faisant preuve d'humilité en toute circonstance.

Mesdames et Messieurs les parlementaires, nous devons commencer par relever nos défis immédiats. Je vous invite tous à instaurer une culture politique accordant la primauté à la politique soucieuse du futur et accomplissant ses responsabilités envers l'avenir.

A chacun des électeurs qui m'écoutent en ce moment même de leur salle de séjour ou de leur bureau, sachez qu'il est impossible d'assumer une telle responsabilité en tant qu'Etat en ne se préoccupant que du bien-être immédiat. Nous avons besoin de votre participation.

Vous êtes les moteurs de la renaissance de l'économie japonaise, de la révolution des énergies vertes, de la redynamisation de votre ville natale. C'est encore à vous qu'il incombera de défendre coûte que coûte notre pays, de partager les inquiétudes quant à l'avenir du Japon et de partager les efforts.

Souhaitez-vous une opposition incessante entre les partis, une politique privilégiant les rapports de forces politiques du moment au détriment d'une vision globale ? Ou bien une politique qui s'attelle jusqu'au bout aux problèmes et accomplisse sa responsabilité envers l'avenir ? J'attends de vous, chers

électeurs, que vous assuriez une surveillance sans concession des politiques mises en œuvre afin d'orienter les dirigeants sur la bonne voie pour assumer la responsabilité envers l'avenir.

Bien que la politique mise en œuvre par le gouvernement n'ait pas encore tout à fait répondu à vos attentes depuis l'arrivée au pouvoir du PDJ, je reste convaincu que nous ne nous sommes jamais trompés quant à la direction que nous souhaitons viser pour la société. Il s'agit d'une volonté sans faille à partager « la sérénité pour l'avenir » avec nos contemporains tout en accomplissant nos « responsabilités envers l'avenir » vis-à-vis de nos enfants et petits-enfants. Notre détermination est de recréer une importante classe moyenne afin de mettre fin aux inégalités sociales.

Ceux qui craignent pour leur vie quotidienne ou leur emploi espèrent en ce moment même sentir la chaleur de la société. Les plus démunis de demain attendent de notre part des actes responsables, sans pouvoir faire entendre leurs voix. C'est maintenant que nous devons apporter la sérénité pour l'avenir et Assumer nos responsabilités envers celui-ci.

Il est temps que nous fassions ensemble un pas en avant, et j'invite tout le peuple japonais à participer, la main dans la main, à la construction d'une société chaleureuse, soutenue par une classe moyenne importante. Nous devons puiser toute la force possible en nous pour concrétiser notre espoir indéfectible en l'avenir. Répondons aux attentes silencieuses exprimées par les futures populations qui vivront pour l'éternité à venir.

Puisse la présente session parlementaire contribuer à apporter la sérénité pour l'avenir et devenir le lieu d'un débat constructif pour Assumer nos responsabilités envers l'avenir. Telle est la déclaration de politique générale que j'ai l'honneur de présenter devant la Diète.